



**COMMUNE DE SAINT-SULPICE**

**RÈGLEMENT COMMUNAL RELATIF AUX ÉMOLUMENTS  
ADMINISTRATIFS ET AUX CONTRIBUTIONS DE  
REPLACEMENT EN MATIÈRE D'AMÉNAGEMENT  
DU TERRITOIRE ET DES CONSTRUCTIONS (RTPC)**

Edition 2013

Version du 25.03.2013



Commune de  
Saint-Sulpice

---

## R È G L E M E N T

concernant

les émoluments administratifs et les contributions de remplacement en matière d'aménagement du territoire et des constructions

Le Conseil communal

V U :

- la loi du 28 février 1956 sur les communes (LC) ;
- la loi du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux (LCom) ;
- l'article 47 chiffre 6 de la loi du 4 décembre 1985 sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATC) ;
- le règlement du 19 septembre 1986 d'application de la loi du 4 décembre 1985 sur l'aménagement du territoire et les constructions (RLATC).

É D I C T E :

### I. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Objet            Article premier Le présent règlement a pour objet la perception des émoluments administratifs et des contributions de remplacement en matière d'aménagement du territoire et des constructions.

Il détermine le cercle des assujettis, l'objet, le mode de calcul et le montant maximal des émoluments et des contributions.

Cercle des assujettis    Art. 2 Les émoluments et les contributions sont dus par celui qui requiert une ou plusieurs prestations communales désignées à l'article 3 ou qui est dispensé d'une des obligations mentionnées à l'article 6.

## II. ÉMOLUMENTS

Prestations soumises à émoluments Art. 3 Sont soumis à émolument :

- a) l'examen préalable et définitif d'un plan de quartier établi à l'initiative des propriétaires (art. 67, al. 2 LATC),
- b) la demande préalable, la demande de permis d'implantation et la demande définitive d'un projet de construction.

Le terme construction désigne les travaux de construction, démolition, reconstruction, transformation, agrandissement, réfection et exploitation de matériaux ainsi que tous les autres travaux soumis à l'obligation du permis.

Sont également soumis à émolument le contrôle des travaux et l'octroi du permis d'habiter ou d'utiliser.

Mode de calcul Art. 4 L'émolument se compose d'une taxe fixe et d'une taxe proportionnelle. La taxe fixe est destinée à couvrir les frais de contribution et de liquidation du dossier.

La taxe proportionnelle comprend deux éléments :

- a) les frais effectifs de la commune
- b) les frais externes engendrés principalement par :
  - la mise en œuvre de spécialistes pour l'examen du dossier, tels que ingénieur-conseil, architecte ou urbaniste
  - le contrôle des travaux
  - les publications

Ces frais sont mis à la charge de l'auteur de la demande de permis de construire ou du requérant du plan de quartier.

La taxe fixe est de CHF 100.-

La taxe proportionnelle pour les frais effectifs de la commune se calcule sur la base d'un tarif horaire de CHF 90.- (susceptible d'être indexé à l'indice suisse des prix à la consommation).

Les frais externes sont facturés à prix coûtant.

Montant maximal Art. 5 L'émolument ne peut dépasser le montant de 2,5 % de l'estimation de la valeur des travaux.

### III. CONTRIBUTION DE REMPLACEMENT

Places de stationnement Art. 6 une contribution de remplacement est due en cas de dispense de l'obligation d'aménager des places de stationnement (réf. art. 47 al. 2 chiffre 6 LATC).

L'équipement relatif au stationnement des véhicules est régi par l'article 8.4 du règlement sur l'aménagement du territoire et les constructions de la Commune de Saint-Sulpice mis en vigueur le 18 août 2011.

Mode de calcul et montants Art. 7 La contribution de remplacement prévue à l'article 6 est calculée par rapport au nombre de places de stationnement.

La contribution par place de stationnement est de CHF 20'000.-.

### IV. DISPOSITIONS COMMUNES

Exigibilité Art. 8 Le montant de l'émolument et de la contribution est exigible dès l'approbation du plan de quartier ou dès la délivrance du permis.

Pour la demande préalable, l'émolument est exigible au plus tard six mois après l'envoi du rapport d'examen si la demande définitive n'est pas déposée dans ce même délai.

Les montants non payés portent intérêt à 5 % l'an dès l'échéance.

Permis d'habiter Art. 9 L'émolument pour le permis d'habiter, d'occuper ou d'utiliser est au minimum de CHF 90.- et au maximum de CHF 2'000.-.

Voies de droit Art. 10 Les recours concernant l'assujettissement aux émoluments et aux contributions prévus dans le présent règlement et/ou à leurs montants sont adressés par écrit et motivés à l'autorité qui a pris la décision attaquée dans les trente jours dès notification du bordereau. L'autorité concernée transmet le dossier à la Commission communale de recours pour traitement.

Le prononcé de la Commission communale de recours peut être porté en seconde instance devant la Cour de droit administratif et public du Tribunal cantonal dans les trente jours à compter de la notification de la décision attaquée, par acte écrit. L'acte de recours doit être signé et indiquer les conclusions et motifs du recours.

## V. DISPOSITIONS FINALES

Abrogation      Art. 11 Sont abrogées toutes les dispositions antérieures et contraires au présent règlement.

Entrée en vigueur      Art. 12 Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation par le département compétent.

Ainsi adopté par le conseil communal le 1<sup>er</sup> mai 2013

La Présidente      Le Secrétaire :

  

A. Merminod      D. Giroud

Approuvé par le département compétent

La Cheffe du département :





Lausanne, le      27 JUIN 2013